



CLAUSES PARTICULIÈRES- FOURNITURE

TABLE DES MATIÈRES

SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ, NORME INTERNATIONALE ISO 9001 EN VIGUEUR (F1).....	2
DÉCISION D'UTILISATION (F11)	2
AVIS D'INTERVENTION (F18).....	4
ENREGISTREMENTS QUALITÉ (F21).....	6
EXIGENCES POUR LA PLANIFICATION DE LA QUALITÉ DE LA FABRICATION (F61).....	6
AUTORISATION DE LIVRAISON APRÈS D.U.	12
RETARD DE LIVRAISON (E9).....	12
RESPECT DES QUANTITÉS.....	12
PÉNALITÉ POUR RETARD DE LIVRAISON.....	12
LIVRAISON SUR PALETTES (H17)	13
LIVRAISON PAR CAMION OU WAGON OUVERT (H6)	13
BORDEREAUX D'EXPÉDITION (E17).....	13
MODALITÉS DE TRANSPORT (FOURNITURE CANADA).....	13
CONTENU QUÉBÉCOIS	14
FACTURATION DES TAXES.....	15
ENSEMBLE DOCUMENTATION - MANUEL ENTRETIEN.....	15
PAIEMENT	15
CALENDRIER DE FABRICATION, DE LIVRAISON ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX MENSUEL	16
DÉVERSEMENT DE CONTAMINANT	16
COÛTS ENCOURUS	17
EMBALLAGE	17
EXPÉDITION	18
TRANSFERT D'ACTIF OU CHANGEMENT DE CONTRÔLE	18
PERFORMANCE DE LIVRAISON	19
PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DES PERTES ÉLECTRIQUES GARANTIES.....	19
FORMULE ET CLAUSES D'INDEXATION	20
DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et, ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)	20
MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et, ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).....	20



SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ, NORME INTERNATIONALE ISO 9001 EN VIGUEUR (F1)

Le système de management de la qualité du concepteur, du fabricant et de l'installateur du produit doit être dûment enregistré ISO 9001, selon l'édition en vigueur, émis par un registraire accrédité.

Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une copie d'un certificat d'enregistrement émis par un registraire accrédité à l'effet que le concepteur, le fabricant et l'installateur du produit satisfont aux normes de système qualité précitées.

Le fournisseur est responsable du maintien, par ses sous-traitants agissant à titre de concepteur, fabricant et installateur, des certifications exigées pendant la durée du contrat.

Toute modification aux certifications exigées pendant la durée du contrat doit être transmise par écrit au responsable qualité et à l'administrateur d'Hydro-Québec dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures.

Lorsque des activités de conception ou de développement font partie du contrat, l'exclusion de l'article « **Conception et développement de produits et services** » de la norme ISO 9001 n'est pas acceptable.

En cas de perte de l'enregistrement de son système de gestion de la qualité à la norme ISO-9001, le fournisseur doit, au plus tard quarante-huit (48) heures après la perte de son enregistrement, en informer par écrit Hydro-Québec.

Sur demande du représentant d'Hydro-Québec, le fournisseur doit lui transmettre son manuel qualité, ainsi que les procédures et les formulaires reliés à son système de management de la qualité, et ce, pour les aspects conception, fabrication et installation du produit.

Hydro-Québec ou son représentant peut vérifier, en tout temps, dans les locaux du fournisseur et de ses sous-traitants, que les exigences contractuelles sont respectées.

Toutes propositions d'utilisation, de modification ou de réparation du produit qui ne sont pas conformes aux exigences contractuelles doivent être présentées par le fournisseur au représentant d'Hydro-Québec et consignées sous la forme de formulaire Question / Modification - Technique (QMT), de rapport de Non-Conformité (NC), de formulaire des Travaux À Compléter (TAC) ou autres documents prescrits au contrat.

Tous les formulaires QMT doivent être envoyés à l'administrateur de contrat **avant l'étape de fabrication visée par la demande**. Une copie doit également être transmise au responsable qualité.

Tous les rapports de Non-Conformité (NC) doivent être transmis au responsable qualité.

N.B. : pour les contrats de la Direction principale - Projets de Production (DPPP), le formulaire QMT est remplacé par le formulaire DMT, conformément aux instructions des clauses particulières.

DÉCISION D'UTILISATION (F11)



Le fournisseur doit obtenir une décision d'utilisation (D.U.) du responsable qualité d'Hydro-Québec avant toute demande de livraison du bien.

Pour obtenir une D.U., les travaux de fabrication d'un bien doivent être complétés et adéquatement documentés. Le fournisseur doit s'assurer que :

- le bien respecte toutes les exigences contractuelles ;
- les inspections et essais sont réalisés et documentés ;
- les enregistrements qualité sont complets et conformes au plan qualité et aux exigences contractuelles (documents disponibles et revus par le fournisseur) ;
- les formulaires Question/Modification - Technique (QMT), les rapports de Non-Conformité (NC) ou autres documents prescrits au contrat sont fermés ;
- les formulaires des Travaux À Compléter (TAC) sont acceptés (s'il y a lieu) ;
- l'emballage, le chargement et la protection sont adéquats.

Hydro-Québec assume les frais de son représentant lors des interventions. Toutefois, si les résultats du contrôle ou des essais ne rencontrent pas les exigences de la commande, ou si l'intervention est retardée, les enregistrements qualité ne sont pas complets et conformes au plan qualité et aux exigences contractuelles (documents disponibles et revus par le fournisseur), les frais de reprise ou d'attente doivent être assumés par le fournisseur.

N.B. : Pour les contrats de la Direction principale - Projets de Production (DPPP), le formulaire QMT est remplacé par le formulaire DMT, conformément aux instructions des clauses particulières.

Décision d'utilisation d'étape

Avant toutes expéditions autres qu'au chantier (entre deux usines du fournisseur, entre le fournisseur et l'un de ses sous-traitants et vice-versa, etc.) Hydro-Québec peut exiger une D.U. d'étape. Le fournisseur est responsable de confirmer avec Hydro-Québec si une D.U. d'étape est requise. La nécessité pour le fournisseur d'obtenir une D.U. d'étape doit normalement être indiquée comme point d'arrêt au plan qualité. L'absence de cette exigence au plan qualité ne doit pas dégager le fournisseur de sa responsabilité d'en confirmer la nécessité avec Hydro-Québec.

Si vous ne connaissez pas le nom du responsable qualité, veuillez communiquer avec une des personnes suivantes :

Appareillage mécanique

Chef Expertise Qualité – Reno Morissette

Telephone: 514 840-3000, ext. 4307

morissette.reno@hydroquebec.com

Appareillage électrique

Chef Expertise Qualité – Stéphane Corbeil



Telephone: 514 840-3000, ext. 4915

corbeil.stephane@hydroquebec.com

AVIS D'INTERVENTION (F18)

Le fournisseur doit aviser par écrit le représentant d'Hydro-Québec avant toutes activités marquées d'un point de contrôle.

Selon la localisation de l'étape de fabrication du point de contrôle visé, les préavis minimaux à respecter sont :

- point de contrôle à l'intérieur du Québec : 3 jours (ouvrables) ;
- point de contrôle à l'extérieur du Québec : 9 jours (calendrier) ;
- point de contrôle à l'extérieur du Canada : 14 jours (calendrier).

L'avis doit préciser le but, la date, l'heure prévue, la durée estimée, le responsable à contacter, le lieu de l'intervention, le numéro de commande, le numéro du poste de la commande, le matériel à contrôler et, si applicable, son numéro de série.

Hydro-Québec assume les frais de son représentant lors des interventions. Toutefois, si les résultats du contrôle ou des essais ne rencontrent pas les exigences de la commande, ou si l'intervention est retardée, les enregistrements qualité ne sont pas complets ou conformes au plan qualité et aux exigences contractuelles (documents disponibles et revus par le fournisseur), les frais de reprise ou d'attente doivent être assumés par le fournisseur.

La sanction, réussite ou échec, d'un essai sera donnée par le représentant d'Hydro-Québec et non par le laboratoire d'essai.

À la demande du représentant d'Hydro-Québec, la surveillance en usine et le témoignage d'essai décrit à la clause AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC pourront également être réalisés à distance, en direct, en utilisant des moyens technologiques adaptés et acceptés par Hydro-Québec. À moins d'indications contraires d'Hydro-Québec, le fournisseur doit, à ses frais :

- désigner une personne pouvant être contactée par téléphone et/ou par courriel avant, pendant et après la réalisation de la surveillance en usine et le témoignage des essais pour répondre aux questions ;
- transmettre préalablement à l'intervention de surveillance en usine et le témoignage des essais, une planification journalière permettant au représentant d'Hydro-Québec de planifier son temps ;
- transmettre préalablement à l'intervention de surveillance en usine et le témoignage des essais toute documentation nécessaire ;
- transmettre à Hydro-Québec l'information demandée, incluant notamment mais sans s'y limiter, les photographies, les rapports préliminaires, les résultats des essais, la liste des



instruments de mesure et d'essais, dans le format exigé par Hydro-Québec ;

- prévoir les ressources nécessaires pour réaliser les interventions à distance ;
- avant l'intervention de surveillance en usine ou le témoignage des essais, planifier une rencontre dans un délai raisonnable, pour s'assurer du bon fonctionnement du système de communication ;
- rédiger l'avis d'intervention pour la surveillance en usine ou le témoignage des essais à distance, devant respecter les préavis minimaux du contrat selon la localisation.

Le fournisseur doit prévoir les moyens technologiques suivants pour la surveillance en usine ou le témoignage d'essais à distance :

- utiliser une plate-forme de vidéo conférence autorisée par Hydro-Québec, adaptée à la complexité de la surveillance et de l'essai et qui permette une interaction entre plusieurs personnes ;
- prévoir le nombre de caméras nécessaire et adapté au type d'intervention ;
- prévoir un système de vidéo avec une résolution suffisante, un stabilisateur d'image et un signal fiable ;
- prévoir un système de transfert de données pour permettre la transmission des informations pour validation (oscillogrammes, images, vidéos, etc.) ;
- prévoir un système audio avec un signal fiable pour permettre une discussion claire et ininterrompue ;
- permettre la prise de photos ou la capture d'écran de tout élément jugé nécessaire lors de la surveillance en usine ou le témoignage d'essais ;
- permettre de visionner le montage d'essais avant la réalisation de celui-ci. Une copie du branchement du montage d'essais doit être disponible sur demande ;
- la lecture de tous les appareils doit pouvoir être vue et il doit être possible de visualiser plus d'un paramètre en même temps ;
- l'appareil en essais doit pouvoir être vue en tout temps, ainsi que les interventions sur ce-dit appareil ;
- permettre de visualiser les données d'essais en temps réel.



ENREGISTREMENTS QUALITÉ (F21)

Les enregistrements qualité (documents et preuves objectives pouvant démontrer la conformité du bien aux exigences contractuelles) doivent être disponibles pour consultation par Hydro-Québec ou son représentant en tout temps pendant la période de fabrication.

Une fois la fabrication complétée, les dossiers doivent être conservés pour une période minimale de trois (3) ans suivant la livraison, ou une période de trois (3) ans après l'expiration de la garantie, selon la plus tardive des deux dates.

Les enregistrements doivent être disponibles pendant cette période, soit chez le fournisseur ou ses sous-traitants, pour consultation par Hydro-Québec ou son représentant. Sur demande, les enregistrements devront être transmis à Hydro-Québec.

EXIGENCES POUR LA PLANIFICATION DE LA QUALITÉ DE LA FABRICATION (F61)

1.0 Plan qualité

La présente clause donne les exigences minimales quant au contenu d'un plan qualité, de même que la façon de le soumettre à Hydro-Québec et de le gérer. Un plan qualité est requis pour chaque bien spécifique ou famille de biens prévus à la commande.

Le plan qualité peut être composé de trois volets :

1. un volet opérationnel qui décrit les étapes de réalisation et de vérification des travaux correspondant aux exigences techniques du contrat ;
2. sur demande du responsable qualité, un volet organisationnel qui décrit l'organisation et la planification du fournisseur pour la réalisation des travaux ;
3. sur demande du responsable qualité, un volet plan d'approvisionnement, utilisé lorsque le fournisseur prévoit sous-traiter une partie des travaux de la commande, et ce, même si la sous-traitance est réalisée par une filiale du fournisseur. Le plan d'approvisionnement doit être mis à jour au fur et à mesure de son évolution (sur demande du fournisseur, Hydro-Québec fournira un exemple de plan d'approvisionnement).

Pour les travaux en sous-traitance, le fournisseur doit :

- encadrer les activités de ses sous-traitants dans son propre plan qualité (volet organisationnel) ;
- s'assurer que les travaux de ses sous-traitants sont supportés par un plan qualité adéquat (volet opérationnel) ou incorporer les activités de ses sous-traitants à ses propres plans qualité. Lorsque le volet opérationnel est élaboré par le sous-traitant, le fournisseur doit le



valider avant de le soumettre à Hydro-Québec pour approbation.

Sur demande d'Hydro-Québec, les volets conception, installation au chantier, mise en route ou prestations associées devront également être fournis.

Le fournisseur doit soumettre à Hydro-Québec, sur demande, le manuel, les procédures, les instructions et formulaires auxquels les plans qualité font référence, ainsi que ceux relatifs aux plans qualité de ses sous-traitants.

1.1 Présentation et acceptation du plan qualité

Le fournisseur doit soumettre son plan qualité à Hydro-Québec, pour revue, au plus tard **30** jours avant le début des travaux qui en font l'objet.

Lors de la revue du plan qualité, Hydro-Québec se réserve le droit d'ajouter des points d'arrêt et des points de surveillance (voir section 1.6 Définitions).

L'acceptation du plan qualité par Hydro-Québec ne dégage en rien le fournisseur de son obligation à respecter les exigences des clauses contractuelles. Le fournisseur ne peut utiliser une omission au plan qualité comme raison suffisante pour déroger des exigences contractuelles.

1.2 Révision du plan qualité

Le fournisseur doit soumettre à Hydro-Québec, pour acceptation, avant l'entrée en vigueur des modifications apportées, toute révision des plans qualité.

1.3 Volet opérationnel du plan qualité

Le volet opérationnel doit représenter le cheminement logique de l'ensemble des activités de réalisation, incluant les étapes de revue de contrat, les achats, la fabrication et la préservation du bien.

Le plan qualité doit identifier les points d'inspection et d'essai dans le cycle de réalisation. Le plan qualité doit aussi inclure la liste des sous-traitants et les contrôles effectués chez le sous-traitant par le fournisseur ou par son sous-traitant.

Les points de contrôle effectués par le sous-traitant peuvent être identifiés sur un plan qualité séparé et émis par le sous-traitant. Dans un tel cas, le fournisseur doit valider le plan qualité de son sous-traitant afin de s'assurer que les exigences contractuelles sont couvertes, et ce, avant de le soumettre à Hydro-Québec.

Le volet opérationnel doit contenir :

1.3.1 une identification adéquate :

- le nom du fournisseur/fabricant ;
- la date et le numéro de révision ;



- la description du bien ;
- l'identification de la commande, du contrat-cadre, du projet ou du type de produit ;
- le nom et la signature du responsable de l'approbation du fournisseur.

1.3.2 au minimum, les éléments suivants présentés sous forme de tableau et/ou diagramme de cheminement :

- la séquence des activités de fabrication de l'acquisition à la livraison ;
- l'identification dans le cheminement logique des étapes de contrôle ou d'essai ;
- les caractéristiques qui seront contrôlées ;
- les critères qui seront appliqués pour chaque point de contrôle ou procédé spécial ;
- la fréquence des contrôles ou essais ;
- l'identification du ou des responsables des points de contrôle ;
- la référence aux enregistrements qualité qui seront complétés pour chacun des points de contrôle ou d'essai, par exemple :
 - les formulaires ;
 - les listes de vérification ;
 - les rapports ;
 - les relevés ;
 - les certificats de conformité des matériaux ;
 - etc.
- les points d'arrêt internes du fournisseur ou de ses sous-traitants ;
- les points de contrôle d'Hydro-Québec déjà identifiés dans les documents contractuels.

La définition des points de contrôle est décrite à l'article 1.6.

Les points de contrôle déjà définis dans les documents contractuels et devant être identifiés sont par exemple :

- l'approbation des procédures, des méthodes, des fiches techniques et des dessins ;
- la vérification de la documentation qualité ;
- l'obtention des décisions d'utilisation (D.U.) ;
- etc.



1.3.3 la référence aux procédures de fabrication, d'essais et de montage en atelier ;

1.3.4 la référence aux méthodes et instructions de travail ;

1.3.5 la référence aux exigences contractuelles, codes et normes ;

1.3.6 l'identification en tant qu'activité distincte des procédés spéciaux comme le soudage, le placage, le traitement thermique, les essais non destructifs ;

1.3.7 lorsque le plan qualité comporte plusieurs disciplines, il doit être divisé en divers volets, chaque volet traitant de chaque discipline séparément (mécanique, électrique, fabrication vs installation, etc.).

1.4 Volet organisationnel du plan qualité

Lorsque demandé par le responsable qualité, le volet organisationnel doit contenir :

- l'organigramme détaillé, indiquant le nom et la fonction de tous les gestionnaires du fournisseur et de ses sous-traitants affectés à la réalisation du contrat, incluant ceux assignés à la gestion de la qualité ;
- les documents attestant la qualification du personnel affecté à la qualité ;
- la liste des étapes (composants) du volet opérationnel - incluant les noms et les coordonnées des fournisseurs et des sous-traitants ;
- la liste des laboratoires retenus par le fournisseur, incluant ceux retenus par ses sous-traitants.

1.5 Volet plan d'approvisionnement du plan qualité

En fabrication, lorsqu'il est prévu de sous-traiter une partie des travaux, le fournisseur doit soumettre à Hydro-Québec son plan d'approvisionnement.

Ce plan doit inclure :

- la liste des équipements/produits ;
- le nom des sous-traitants de tous les niveaux (potentiels lorsque non définitifs) ;
- le lieu de fabrication (pays / ville) ;
- le nom et les coordonnées du responsable des sous-traitants de tous les niveaux ;
- la confirmation que l'ensemble des exigences contractuelles ont été communiquées à ses sous-traitants et que ces derniers les ont bien comprises et sont en mesure de les respecter.

1.6 Définitions

Points de contrôle :



Point d'arrêt d'Hydro-Québec

Étape à laquelle le représentant d'Hydro-Québec réalisera une intervention qualité. Lorsqu'un point d'arrêt est indiqué à une étape du plan qualité, l'étape subséquente ne peut débuter avant réalisation de l'intervention qualité ou l'autorisation écrite du représentant d'Hydro-Québec.

Point de surveillance d'Hydro-Québec

Étape à laquelle le représentant d'Hydro-Québec pourrait choisir de réaliser une intervention qualité. Lorsqu'un point de surveillance est indiqué à une étape du plan qualité, l'étape subséquente ne peut débuter sans que le représentant d'Hydro-Québec ait été avisé de façon à lui permettre, s'il le souhaite, de réaliser une intervention qualité.

1.7 Avis d'intervention

Le fournisseur doit aviser par écrit le représentant d'Hydro-Québec avant toute activité marquée d'un point de contrôle.

Selon la localisation de l'étape de fabrication du point de contrôle visé, les préavis minimaux à respecter sont :

- point de contrôle à l'intérieur du Québec : 3 jours (ouvrables) ;
- point de contrôle à l'extérieur du Québec : 9 jours (calendrier) ;
- point de contrôle à l'extérieur du Canada : 14 jours (calendrier).

L'avis doit préciser le but, la date, l'heure prévue, la durée estimée, le responsable à contacter, le lieu de l'intervention, le numéro de commande, le numéro du poste de la commande, le matériel à contrôler et, si applicable, son numéro de série.

Hydro-Québec assume les frais de son représentant lors des interventions. Toutefois, si les résultats du contrôle ou des essais ne rencontrent pas les exigences du client ou de la commande, ou si l'intervention est retardée, les enregistrements qualité ne sont pas complets ou conformes au plan qualité et aux exigences contractuelles (documents disponibles et revus par le fournisseur), les frais de reprise ou d'attente doivent être assumés par le fournisseur.

À la demande du représentant d'Hydro-Québec, la surveillance en usine et le témoignage d'essai décrit à la clause AUTORITÉ DU REPRÉSENTANT D'HYDRO-QUÉBEC pourront également être réalisés à distance, en direct, en utilisant des moyens technologiques adaptés et acceptés par Hydro-Québec. À moins d'indications contraires d'Hydro-Québec, le fournisseur doit, à ses frais :

- désigner une personne pouvant être contactée par téléphone et/ou par courriel avant, pendant et après la réalisation de la surveillance en usine et le témoignage des essais pour répondre aux questions ;
- transmettre préalablement à l'intervention de surveillance en usine et le témoignage des essais, une planification journalière permettant au représentant d'Hydro-Québec de planifier son temps ;



- transmettre préalablement à l'intervention de surveillance en usine et le témoignage des essais toute documentation nécessaire ;
- transmettre à Hydro-Québec l'information demandée, incluant notamment mais sans s'y limiter, les photographies, les rapports préliminaires, les résultats des essais, la liste des instruments de mesure et d'essais, dans le format exigé par Hydro-Québec ;
- prévoir les ressources nécessaires pour réaliser les interventions à distance ;
- avant l'intervention de surveillance en usine ou le témoignage des essais, planifier une rencontre dans un délai raisonnable, pour s'assurer du bon fonctionnement du système de communication ;
- rédiger l'avis d'intervention pour la surveillance en usine ou le témoignage des essais à distance, devant respecter les préavis minimaux du contrat selon la localisation.

Le fournisseur doit prévoir les moyens technologiques suivants pour la surveillance en usine ou le témoignage d'essais à distance :

- utiliser une plate-forme de vidéo conférence autorisée par Hydro-Québec, adaptée à la complexité de la surveillance et de l'essai et qui permette une interaction entre plusieurs personnes ;
- prévoir le nombre de caméras nécessaire et adapté au type d'intervention ;
- prévoir un système de vidéo avec une résolution suffisante, un stabilisateur d'image et un signal fiable ;
- prévoir un système de transfert de données pour permettre la transmission des informations pour validation (oscillogrammes, images, vidéos, etc.) ;
- prévoir un système audio avec un signal fiable pour permettre une discussion claire et ininterrompue ;
- permettre la prise de photos ou la capture d'écran de tout élément jugé nécessaire lors de la surveillance en usine ou le témoignage d'essais ;
- permettre de visionner le montage d'essais avant la réalisation de celui-ci. Une copie du branchement du montage d'essais doit être disponible sur demande ;
- la lecture de tous les appareils doit pouvoir être vue et il doit être possible de visualiser plus d'un paramètre en même temps ;
- l'appareil en essais doit pouvoir être vue en tout temps, ainsi que les interventions sur ce-dit appareil ;



- permettre de visualiser les données d'essais en temps réel.

AUTORISATION DE LIVRAISON APRÈS D.U.

Suite à l'émission d'une D.U. (décision d'utilisation), le fournisseur pourra expédier directement le matériel lorsque le point de réception est un magasin ou un entrepôt d'Hydro-Québec. Pour tout autre point de livraison, le fournisseur devra recevoir une autorisation de l'administrateur de contrats identifié à la commande, sinon la réception pourra être refusée et le matériel pourra être retourné à l'expéditeur, à ses frais.

RETARD DE LIVRAISON (E9)

Si le fournisseur prévoit un retard dans la livraison ou une livraison partielle, il doit immédiatement en avvertir le représentant d'Hydro-Québec.

RESPECT DES QUANTITÉS

Les quantités livrées doivent être identiques à celles indiquées à la commande. Aucune modification n'est acceptable sans l'approbation préalable de l'administrateur de contrat identifié à la commande ou, à défaut, du signataire de la commande.

PÉNALITÉ POUR RETARD DE LIVRAISON

Si le fournisseur ne respecte pas la date de livraison déterminée sur la commande ou le contrat, Hydro-Québec déduira de toute somme alors ou subséquemment due, à titre de dommages conventionnels et liquidés sans qu'il soit nécessaire d'en faire la preuve, un montant égal à 2%, mais n'excédant en aucun cas 10% du prix (excluant frais de transport, TPS, TVQ s'il y a lieu) au point F.A.B. indiqué sur la commande ou sur le contrat pour chaque unité complétée non livrée, et cela pour chaque semaine ou partie de semaine de retard entre la date contractuelle et la date effective de livraison au point F.A.B. de la susdite unité.

Si le fournisseur désire obtenir un délai parce qu'il a été retardé pour des causes échappant à son contrôle, il doit présenter par écrit à l'administrateur de contrat identifié à la commande ou, à défaut, au signataire de la commande, une requête à cet effet. Dans le cas où Hydro-Québec agréé la requête, une modification à la commande ou un avenant sera émis afin de modifier les dates concernées.



LIVRAISON SUR PALETTES (H17)

Si le matériel est livré sur palettes, les palettes devront être ouvertes sur 4 faces, de dimensions 42 " x 42 " (107 cm x 107 cm). Elles doivent être fabriquées en bois franc et le matériel doit être emballé selon les normes (l'utilisation du feuillard métallique est interdite), sans toutefois excéder les dimensions extérieures de la palette.

La hauteur maximale de 48 " (121 cm) de l'emballage doit être respectée en tout temps, et ceci incluant la hauteur de 6 " (15 cm) de la palette.

Poids maximal par palette : 2 000 lb (907,2 kg).

Les expéditions non conformes à ces dimensions seront retournées aux frais du fournisseur.

LIVRAISON PAR CAMION OU WAGON OUVERT (H6)

Le matériel ne doit être livré que par camion ou wagon de chemin de fer ouvert.

BORDEREAUX D'EXPÉDITION (E17)

Les bordereaux d'expédition seront distribués comme suit :

- A) 1 exemplaire dans une enveloppe appropriée à l'expédition
- B) 1 exemplaire par la poste à :

Hydro-Québec
a/s Administrateur de contrat

MODALITÉS DE TRANSPORT (FOURNITURE CANADA)

Toutes les livraisons régulières, à l'adresse spécifiée à la commande, doivent être :

F.A.B. destination, port payé et chargé

Le terme « F.A.B. destination » signifie que le fournisseur est propriétaire de la marchandise jusqu'au point de livraison. Par conséquent, le fournisseur assume l'entière responsabilité pour tout dommage causé à la marchandise durant le transport et jusqu'à la livraison. Le fournisseur est responsable de sélectionner le transporteur.



Le terme « port payé et chargé » signifie que le fournisseur paie le coût du transport et facture à Hydro-Québec les frais ainsi encourus dans un poste de facture distinct à celui du bien acquis. Le coût de transport inclut l'emballage, l'assurance, le transport et toutes autres actions associées au transport.

CONTENU QUÉBÉCOIS

Validation du contenu québécois contractuel

Advenant une attribution comprenant un contenu québécois contractuel, Hydro-Québec pourrait procéder à sa validation. Celle-ci sera établie par Hydro-Québec. Elle comportera notamment une vérification du processus de fabrication tant chez l'attributaire que chez ses sous-traitants, de la provenance des matériaux et services et des déboursés réels de l'attributaire. Au fur et à mesure que les éléments du contenu québécois seront réalisés, les pourcentages associés à ces éléments seront accordés à l'attributaire. À cette fin, Hydro-Québec pourrait exiger des rapports intermédiaires. À la fin de la phase de réalisation, un rapport final sur le contenu québécois atteint sera soumis par l'attributaire.

L'attributaire doit tenir une comptabilité conforme aux principes comptables généralement reconnus, de tous ces déboursés facturés. L'attributaire doit conserver toutes les pièces justificatives relatives au contenu québécois conformément à la clause COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROITS DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT des clauses générales.

Moyennant un préavis de quarante-huit (48) heures, l'attributaire doit permettre à Hydro-Québec l'accès à tous les documents comptables relatifs au contenu québécois et d'en prendre copies et extraits.

Pénalité pour non-respect du contenu québécois contractuel

Au cas où l'attributaire ne respecterait pas le pourcentage du contenu québécois contractuel, une pénalité calculée sur le prix contractuel, TPS et TVQ exclues, du produit dont le contenu québécois contractuel n'a pas été respecté, sera établie selon la formule suivante:

$$\text{PECQ} = \text{PC} \times 10\% \times (\text{CQC} - \text{CQV})$$

où

PECQ = Montant de la pénalité

PC = Prix contractuel, TPS et TVQ exclues

10 % = Taux préférentiel sur le contenu québécois

CQC = Contenu québécois contractuel exprimé en pourcentage (%) du prix contractuel, TPS et TVQ exclues

CQV = Contenu québécois réalisé par l'attributaire, validé par Hydro-Québec et exprimé en pourcentage (%) du prix contractuel, TPS et TVQ exclues.



FACTURATION DES TAXES

Sur chaque facture, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) aux taux en vigueur prescrits par la loi doivent être indiquées séparément.

Le numéro d'inscription aux fins de la T.P.S. et le numéro d'inscription aux fins de la T.V.Q. doivent également apparaître sur chaque facture.

Si l'attributaire ne se conforme pas à ces exigences, Hydro-Québec pourra refuser cette facturation et la retourner pour correction ou rectification.

ENSEMBLE DOCUMENTATION - MANUEL ENTRETIEN

Pour chaque équipement de la commande, le fabricant doit fournir un ensemble de documentation comprenant les instructions techniques, le manuel d'utilisation, les rapports d'essais individuels et les dessins approuvés par Hydro-Québec en version PDF.

Ce manuel doit être identifié dans l'ordre par : le nom du fabricant, numéro de commande, la désignation de l'équipement et le(s) numéros de série.

La version papier du manuel d'entretien doit être insérée à l'emballage de chaque équipement lors de la livraison. Le fabricant est responsable de maintenir l'intégrité de ce manuel pour une période de 24 mois dans les conditions d'entreposage définies à la norme SN 1.1.

La version électronique personnalisée doit être codifiée selon l'exemple ci-dessous et transmise à Hydro-Québec, à l'adresse : [HQE PD Documents des fournisseurs](mailto:HQE_PD_Documents_des_fournisseurs), pour les transmissions usuelles. Pour les transferts de documents volumineux : dans un fichier format « .ZIP », via le site FTP suivant : <https://mvp.hydroquebec.com/>

Méthode de codification du fichier électronique :

Numéro d'installation - numéro de la commande - nom du fournisseur - description du produit - numéro de série- Manuel.pdf

Exemple : 35114 - 4512345678 - WESTINGHOUSE - Transformateur de puissance 120/26.4kV 47MVA - 47102-01- Manuel.pdf

L'administrateur d'Hydro-Québec désigné à la commande doit être en copie conforme de cet envoi.

PAIEMENT

Nonobstant les dispositions de la clause PAIEMENT des clauses générales, le paiement du prix contractuel sera effectué à trente (30) jours suivant la date de réception du matériel au point de livraison ou de réception de la facture, selon la plus tardive des deux dates. Aucune retenue de garantie n'est applicable.



Hydro-Québec peut, en tout temps, compenser toute dette du fournisseur à son égard à même toute somme qu'elle peut lui devoir ou toute garantie qu'il lui a remise en vertu du contrat.

CALENDRIER DE FABRICATION, DE LIVRAISON ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX MENSUEL

Suite à la réception de la commande, lorsque requis à la demande de l'administrateur de contrat d'Hydro-Québec, l'attributaire devra faire parvenir le calendrier de fabrication et de livraison dans un délai de 2 semaines suivant l'attribution de la commande à :

Hydro-Québec
a/s Administrateur de contrat

De plus, le fournisseur doit soumettre mensuellement à Hydro-Québec, un tableau de l'état d'avancement réel des travaux pour les commandes d'Hydro-Québec en cours.

Le contenu de ce tableau, sans être limitatif, doit inclure les informations suivantes sans s'y limiter :

- date de mise à jour ;
- nom du fournisseur ;
- numéro de référence du fournisseur ;
- numéro de commande d'Hydro-Québec ;
- nom du projet ;
- numéro d'OTP (si disponible, élément d'imputation d'Hydro-Québec) ;
- description de l'équipement.

Avec l'aide du calendrier de fabrication, le fournisseur doit mettre à jour les dates des activités couvertes par ce document (contractuelles et planifiées, de début et de fin des activités) ainsi que le pourcentage (%) d'avancement à chacune d'elles.

Exemple des étapes sans s'y limiter :

- émission des dessins ;
- achat de matériel ;
- réception de matériel ;
- fabrication ;
- essais ;
- livraison.

L'état d'avancement des travaux doit refléter l'avancement global réel de la commande.

DÉVERSEMENT DE CONTAMINANT

La présente clause s'applique au transport de tout produit ou équipement contenant ou pouvant contenir une matière ou substance susceptible de contaminer l'environnement incluant notamment les huiles, les produits pétroliers, les produits gazeux ainsi que tout autre produit qui comporte un risque pour l'environnement.



Si un tel déversement survient, le transporteur avise sans délai le responsable d'Hydro-Québec. Si celui-ci ne peut être joint, il doit communiquer avec la ligne téléphonique d'urgence déversement au 514 840-4244. Le transporteur doit aussi aviser les autorités responsables lorsque la législation ou la réglementation le requiert.

Advenant un déversement sur une propriété d'Hydro-Québec, le transporteur doit sécuriser les lieux. Si une intervention est possible, il doit contrôler la fuite et confiner le déversement. De plus, il doit récupérer les sols contaminés et les matières souillées et s'assurer d'en disposer selon la législation et la réglementation en vigueur. Les travaux de nettoyage doivent être exécutés à la satisfaction d'Hydro-Québec et aux frais du transporteur.

Le transporteur s'assure que son personnel affecté au transport des produits, matières ou substances connaît les modalités d'intervention en cas de déversements. Lorsqu'il y a un risque de déversement, le transporteur doit avoir en sa possession une trousse d'intervention avec le matériel nécessaire pour intervenir. Sur demande d'Hydro-Québec, le transporteur doit fournir un rapport de déversement accidentel.

Le transporteur doit rester sur place lors du transfert d'un produit contrôlé en vrac dans les équipements d'Hydro-Québec et prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les débordements, fuites ou déversements. Les véhicules, la machinerie et tous les équipements utilisés par le transporteur doivent être exempts de toute fuite susceptible de contaminer l'environnement.

Transport de marchandises dangereuses

Le fournisseur doit s'assurer que le transporteur a tous les permis, certifications et compétences requis pour le transport de marchandises dangereuses.

COÛTS ENCOURUS

Sous réserve des autres droits dont Hydro-Québec pourrait se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, Hydro-Québec imputera au fournisseur tous les coûts, frais, dépenses ou tout autre montant encourus ou supportés par Hydro-Québec ou des tiers engagés ou non par Hydro-Québec en raison du défaut du fournisseur d'exécuter ses obligations aux termes du contrat et de la nécessité d'Hydro-Québec et des tiers de protéger les intérêts d'Hydro-Québec. Hydro-Québec se réserve le droit, son entière discrétion et à tout moment, d'imputer au fournisseur lesdits coûts.

EMBALLAGE

Pour faciliter leur manutention et les protéger pendant le transport et l'entreposage, les biens doivent être emballés selon la norme SN-1.1 d'Hydro-Québec ou toute autre norme susceptible de la remplacer.

Les biens doivent être identifiés, selon les exigences ci-après, afin d'en faciliter la livraison, la réception et l'entreposage. Chaque contenant doit porter obligatoirement les désignations minimales suivantes facilement lisibles :



- nom du fournisseur ;
- " Hydro-Québec " suivi du numéro de commande ;
- numéro du poste de la commande ;
- code d'article d'Hydro-Québec, s'il y a lieu ;
- adresse de livraison.

Lorsque le contenant contient plusieurs paquets, chaque paquet doit porter également les désignations mentionnées ci-dessus propres à son contenu. Chaque contenant doit être muni d'une pochette à fermeture hermétique dans laquelle le fournisseur doit déposer au minimum quatre (4) copies de la liste des articles.

EXPÉDITION

Aucune expédition ne doit être effectuée sans avoir obtenu au préalable du représentant d'Hydro-Québec des instructions précises relatives à la disponibilité du lieu de livraison. Aucune expédition ne peut être effectuée plus de deux (2) mois avant la date requise, à moins d'une autorisation écrite du représentant d'Hydro-Québec.

Au moins trois (3) jours avant de procéder à toute expédition, complète ou partielle, le fournisseur doit en informer, par écrit, le destinataire inscrit au bordereau d'expédition.

Relativement à toute expédition en provenance de l'extérieur du Canada, le fournisseur doit remettre au transporteur avec le bordereau d'expédition :

- une " Facture des douanes canadiennes " dûment complétée et précisant les informations suivantes :
 - nom du vendeur ;
 - numéro de commande de l'acheteur ;
 - nom et adresse du destinataire (à qui les biens sont expédiés) ;
 - nom et adresse de l'acheteur (à qui les biens sont vendus) ;
 - devise du paiement ;
 - description détaillée des biens, quantité, prix unitaire, total ;
 - montant total de la facture.
- un Certificat d'origine de l'ACEUM (Accord Canada – États-Unis – Mexique) dûment complété, si les biens ont été fabriqués aux États-Unis et/ou au Mexique.

TRANSFERT D'ACTIF OU CHANGEMENT DE CONTRÔLE

En cas de survenance de l'un des événements suivants :

- i. la cession, la vente, ou tout autre forme de transfert ou aliénation directe ou indirecte de cinquante pour cent (50%) ou plus des actifs du fournisseur contribuant à l'exécution du contrat ;
- ou
- ii. un changement de contrôle du fournisseur et/ou au niveau des actionnaires du



fournisseur. Pour les fins du présent paragraphe, l'expression " changement de contrôle " désigne la liquidation, la fusion du fournisseur avec une autre personne ou entité ou tout changement de la propriété de cinquante pour cent (50%) ou plus des actions ou parts comportant droit de vote en toute circonstance du capital-actions ou du capital social du fournisseur et/ou de ses actionnaires.

Le fournisseur s'engage à informer Hydro-Québec dans les trente (30) jours suivant la survenance de l'événement décrit ci-avant, un avis écrit indiquant la nature précise de l'événement ainsi que les parties impliquées dans la transaction. Suite à la réception de l'avis du fournisseur, Hydro-Québec pourra résilier unilatéralement le contrat et le fournisseur sera alors réputé, à toutes fins que de droit, être en défaut en vertu du contrat. Le contrat est résilié à la date indiquée à l'avis de résiliation transmis par Hydro-Québec. En cas de résiliation du contrat en vertu du présent alinéa, le fournisseur s'engage notamment à assumer et à supporter l'ensemble des coûts afférents, directs et indirects, à la résiliation du contrat et à la réalisation par Hydro-Québec ou par un tiers pour celle-ci des travaux visés par ce contrat. Hydro-Québec pourra notamment opérer une compensation à même tout solde contractuel ou montant autrement dû au fournisseur. Lorsqu'Hydro-Québec ne résilie pas le contrat dans les circonstances décrites au présent alinéa, les dispositions du présent contrat continueront de s'appliquer intégralement et le fournisseur ou le cessionnaire des actifs décrits précédemment sera tenu de l'exécuter.

PERFORMANCE DE LIVRAISON

La performance de livraison du fournisseur sera mesurée en fonction des quantités par code d'article livrées dans les délais prescrits. Toute non-performance sera sujette à pénalité pouvant aller jusqu'au retrait du code article. De plus, la performance du fournisseur pourra être utilisée comme critère d'attribution d'un éventuel contrat ultérieur. Dans les quinze jours de la réception du rapport de performance des livraisons, le fournisseur doit valider les résultats transmis et informer Hydro-Québec de tout écart.

Calcul du délai :

Début du calcul du délai : date d'émission de la commande. Cette date est enregistrée au système SAP d'Hydro-Québec et ne peut être modifiée.

Fin du calcul du délai : date de réception physique du matériel enregistrée dans le système SAP.

PÉNALITÉ POUR DÉPASSEMENT DES PERTES ÉLECTRIQUES GARANTIES

Si la valeur des pertes à vide ou/et la valeur des pertes en charge mesurée lors des essais excédait de 2 % la valeur garantie lors des négociations d'avant attribution de la commande, le fournisseur paiera à Hydro-Québec une pénalité dont la valeur sera déterminée par la formule suivante : Pénalité \$ = [(Cpv) \$/kW x (Pvm - PVg)] + [Cpc) \$/kW x (PCm- PCg)] où : Cpv est le coût des pertes à vide selon la STP-TXUAEXX-XX Cpc est le coût des pertes en charge selon la STP-TX-UAE-XX-XX Pvm est la valeur, en kW, des pertes à vide mesurées lors des essais et PCm sont les valeurs, en kW, des pertes en charge mesurée lors des essais. PVg est la valeur, en kW, des pertes à vide garanties lors du dépôt de la soumission. PCg est la valeur, en kW, des pertes en charge garanties lors du dépôt de la soumission. Si la valeur « Pénalité \$ » déterminée par cette formule était négative, la présente clause ne s'appliquera pas ; Hydro-Québec ne paie pas de prime au manufacturier pour des valeurs de pertes mesurées plus faibles que les valeurs garanties lors des négociations ou lors de la soumission.



FORMULE ET CLAUSES D'INDEXATION

se référer au fichier formule d'indexation Transformateurs non-normalisé dans la rubrique documents.

DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et, ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)

Lorsqu'applicable, Hydro-Québec se réserve le droit de vérifier si le fournisseur se conforme aux obligations découlant des réponses et des preuves justificatives fournies aux fins d'obtention de ses Rapports d'évaluation (SST et, ou DD). Une telle vérification peut être réalisée soit par Hydro-Québec ou par une ressource externe, laquelle peut notamment visiter les installations du fournisseur, accéder aux registres tenus par le fournisseur relativement au contrat et demander que lui soit communiquée toute documentation qu'elle juge pertinente.

MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et, ou DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)

Lorsqu'applicable, le fournisseur doit, pendant toute la durée du contrat, maintenir son ou ses Rapports d'évaluation (SST et/ou DD) valides, conformément aux conditions de validité énoncées aux documents d'appels de propositions. De plus, il doit maintenir jour tous les documents et/ou certifications ayant mené à la note de son ou ses Rapports d'évaluation (SST et/ou DD).